

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 2 mai 2005 à 19 h au numéro 5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, à Montréal, sous la présidence de monsieur **MICHAEL APPLEBAUM**, et à laquelle les personnes suivantes étaient présentes :

Marvin Rotrand
Jeremy Searle
Francine Senécal
Marcel Tremblay
Saulie Zajdel

ainsi que :

Gaëtan Rainville, directeur de l'arrondissement;
Pierre Jobin, directeur adjoint de l'arrondissement;
Elaine Doyle, directrice des affaires publiques et du greffe et secrétaire d'arrondissement;
Diane Martin, directrice de l'aménagement urbain et services aux entreprises;
Jean-Yves Bisson, chef de division, permis et inspections ;
Gilbert Deschamps, directeur des travaux publics;
Pierre Tremblay, directeur de la culture, sports, loisirs et développement social;
Geneviève Reeves, chef de division, secrétariat et consultation publique.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, monsieur le maire de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Monsieur le maire déclare la séance ouverte à 19 h 10.

RÉSOLUTION CA05 170146

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Michael Applebaum
Appuyé par Francine Senécal

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 2 mai 2005 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce en reportant le point suivant :

Point 80.001 - Approuver le projet d'entente par laquelle la Fabrique de la paroisse Saint-Pascal-Baylon prête gratuitement à la Ville de Montréal pour un terme de 10 ans (renouvelable 10 autres années), à des fins d'aire de détente et de verdure, une parcelle de terrain située en rive de l'emprise publique du chemin de la Côte-des-Neiges.

et en ajoutant les points suivants :



ANNEXE A

Plan préparé par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises intitulé Cadastre et daté du 16 février 2005.

ANNEXE B

Plan préparé par Campanella & associés, intitulé plan de site et estampillé par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises le 15 mars 2005.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1052703002
40.009

RÉSOLUTION CA05 170167

PROJET DE RÉSOLUTION – CONSTRUCTION ANGLE CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-LUC ET BOULEVARD DÉCARIE

Il est proposé par Marcel Tremblay
Appuyé par Francine Senécal

D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution autorisant le projet particulier PP-17 visant à autoriser la construction d'un bâtiment et son occupation à des fins commerciales (pharmacie) sur un terrain vacant localisé à l'angle sud-ouest de l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et du boulevard Décarie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) sur les lots 53-23 et 53-24, et parties de lots 53-22 et 53-25 à 53-29;

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

SECTION I **TERRITOIRE D'APPLICATION**

1. Le présent règlement s'applique au territoire défini par le plan de l'annexe A.

SECTION II **AUTORISATIONS**

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction et l'occupation d'un bâtiment commercial situé sur un terrain vacant situé sur le territoire décrit à l'article 1 sont autorisées aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est permis de déroger aux articles 8, 11, 34, 52, 123, 166, 187, 188, 566, 570 et 586 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), ainsi qu'aux articles 4 et 6 du Règlement sur les clôtures (R.R.V.M., C-5) de l'ancienne Ville de Montréal. Toute autre



disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

SECTION III

CONDITIONS

3. La hauteur du bâtiment doit être de trois (3) étages. La hauteur en mètres du bâtiment, incluant le parapet, peut varier de plus ou moins 1 mètre par rapport à celle présentée sur les plans 1 de 5 et 2 de 5 de l'annexe B.

4. La profondeur d'un étage donnant sur la façade de la rue de l'Orphelinat peut avoir une profondeur de moins de 4 mètres. La profondeur des étages des façades donnant sur le boulevard Décarie et le chemin de la Côte-Saint-Luc doit être d'au moins 4 mètres, à l'exception des deux coins des façades sur Côte-Saint-Luc, et du coin nord de la façade sur Décarie, dont la forme peut être telle que présentés aux plans 4 de 5 et 5 de 5 de l'annexe B.

5. L'implantation du bâtiment doit être de plus de 1000 mètres carrés et de moins de 1100 mètres carrés.

6. L'alignement de construction du bâtiment sur le boulevard Décarie doit être à au plus 1,5 mètre de l'emprise de la voie publique sur au moins 80% de la superficie de la façade. L'alignement de construction du bâtiment sur le chemin de la Côte-Saint-Luc doit être d'au plus 0,3 mètre de l'emprise de la voie publique sur au moins 75% de la superficie de la façade.

7. La catégorie d'usages "Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale" (C.2) est autorisée.

8. L'usage spécifique "pharmacie" peut s'implanter à tous les niveaux supérieurs au rez-de-chaussée.

9. La superficie d'un usage spécifique ne doit pas dépasser 200 mètres carrés.

10. Malgré l'article 9, le maximum de superficie de plancher autorisé pour un usage "pharmacie" est de 1800 mètres carrés.

11. Le stationnement en cour avant est autorisé.

12. Une bande de dégagement entre le trottoir du côté de la voie publique et le stationnement, excluant les voies de circulation, doit entourer le stationnement. Cette bande de dégagement doit avoir un minimum de 1,2 mètre.

13. La première demande de permis de construction relative au présent projet, autorisé en vertu de la présente résolution, doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager prévoyant les éléments suivants :

1° les variétés et dimensions des arbres et autres plantations devant être plantés dans la bande de dégagement mentionnée à l'article 12. La base de l'enseigne localisée à proximité de la rue de l'Orphelinat doit, pour les parties faisant face à une voie publique, être plantée de végétaux, arbres ou arbustes;



2° les mesures de protection de la lignée d'arbres implantée sur le domaine public le long du chemin de la Côte-Saint-Luc, y compris les mesures visant à protéger leurs racines de la construction en sous-oeuvre du bâtiment.

14. Les éléments végétaux prévus à l'article 13 doivent être bien entretenus et remplacés au besoin, afin de maintenir un caractère végétal sain.

15. Aucun équipement mécanique ne doit être visible d'une voie publique.

16. Aucune sortie de véhicules n'est autorisée sur le chemin de la Côte-Saint-Luc.

SECTION IV

CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

17. Aux fins de la délivrance des permis de construction relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus à l'article 668 du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les critères suivants s'appliquent :

1° l'alignement de construction devra contribuer à l'encadrement du boulevard Décarie et du chemin de la Côte-Saint-Luc, tout en assurant une mise en valeur du bâtiment de l'ancien orphelinat adjacent;

2° le choix des matériaux, en plus de favoriser l'utilisation de brique, devra favoriser l'intégration du nouveau bâtiment à son environnement;

3° la proportion des ouvertures doit contribuer à maximiser la perception des activités à l'intérieur du bâtiment à partir de l'extérieur, ainsi que de l'extérieur vers l'intérieur du bâtiment;

4° le traitement et la composition de la porte localisée à l'angle du boulevard Décarie et du chemin de la Côte-Saint-Luc doit faire en sorte que celle-ci soit perçue comme constituant l'accès principal au bâtiment;

5° les dimensions, la localisation et le traitement des enseignes doivent être choisies de manière à maintenir le caractère dominant du bâtiment de l'ancien orphelinat adjacent;

6° l'aménagement paysager du site doit notamment contribuer à atténuer les impacts de la présence du stationnement en bordure de la voie publique. Les plantations doivent également offrir une résistance aux sels de déglacage;

7° l'éclairage extérieur doit être conçu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers. Il doit également être conçu de manière à minimiser les impacts sur les propriétés adjacentes et les voies publiques, par des moyens tels que la diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, l'orientation de l'éclairage vers le bas et l'emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière.



ANNEXE A

Plan préparé par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et estampillé en date du 19 avril 2005.

ANNEXE B

Plans 1 de 5 à 5 de 5 préparés par Shoppers Drug Mart et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en date du 19 avril 2005.

Plan 1 de 5 - P4R11
Plan 2 de 5 - P4R11B
Plan 3 de 5 - P1R12
Plan 4 de 5 - P1R10B
Plan 5 de 5 - P1R10C

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1053886006
40.010

RÉSOLUTION CA05 170168

DÉPÔT DE RAPPORTS – DOSSIERS DÉCISIONNELS

M. Michael Applebaum dépose le rapport faisant état, du 1^{er} au 28 février 2005, des décisions prises dans l'exercice des pouvoirs délégués par le conseil d'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés RCA04-17044.

1050701003
60.001

RÉSOLUTION CA05 170169

PROGRAMME DE RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES

Il est proposé par Marvin Rotrand
Appuyé par Francine Senécal

De donner un accord de principe afin que les travaux de réhabilitation de vannes et de bornes fontaines non opérationnelles soient réalisés à même le programme de réhabilitation des infrastructures dédiées à la gestion de l'eau dans les arrondissements;

De mandater le Service des Infrastructures, Transport et Environnement (SITE) pour que celui-ci assure l'ensemble des activités pour leurs réalisations en 2005;



Extrait authentique du procès-verbal de l'assemblée du conseil d'arrondissement

Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce

Ville de Montréal	Assemblée du	1 août 2005
	Séance(s) tenue(s) le(s)	1 août 2005
	Numéro de la résolution	CA05 170282

PROJET PARTICULIER PP-17 – CONSTRUCTION ANGLE CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-LUC ET BOULEVARD DÉCARIE

Il est proposé par Marcel Tremblay
Appuyé par Michael Applebaum

D'adopter, la résolution autorisant le projet particulier PP-17 visant la construction d'un bâtiment et son occupation à des fins commerciales (pharmacie) sur un terrain vacant localisé à l'angle sud-ouest de l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et du boulevard Décarie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) - Lots 53-23 et 53-24, et parties de lots 53-22 et 53-25 à 53-29, en tenant compte des modifications suivantes :

- une entrée et une sortie de véhicules sont maintenant autorisées sur le chemin de la Côte-Saint-Luc, telles que montrées au plan 6 de 6 de l'annexe B;
- les articles de la résolution ont été renumérotés pour tenir compte du retrait de l'article 16.

Annexe B

Ajout du plan 6 de 6 : P0R14
Renumérotation des plans annexés 1 de 6 à 5 de 6.

SECTION I TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire défini par le plan de l'annexe A.

SECTION II AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction et l'occupation d'un bâtiment commercial sur un terrain vacant situé sur le territoire décrit à l'article 1 sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

À ces fins, il est permis de déroger aux articles 8, 11, 34, 52, 123, 166, 187, 188, 566, 570 et 586 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), ainsi qu'aux articles 4 et 6 du Règlement sur les clôtures (R.R.V.M., C-5) de l'ancienne Ville de Montréal. Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

SECTION III

CONDITIONS

3. La hauteur du bâtiment doit être de trois (3) étages. La hauteur en mètres du bâtiment, incluant le parapet, peut varier de plus ou moins 1 mètre par rapport à celle présentée sur les plans 1 de 6 et 2 de 6 de l'annexe B.
4. La profondeur d'un étage donnant sur la façade de la rue de l'Orphelinat peut avoir une profondeur de moins de 4 mètres. La profondeur des étages des façades donnant sur le boulevard Décarie et le chemin de la Côte-Saint-Luc doit être d'au moins 4 mètres, à l'exception des deux coins des façades sur Côte-Saint-Luc, et du coin nord de la façade sur Décarie, dont la forme peut être telle que présentée aux plans 4 de 6 et 5 de 6 de l'annexe B.
5. L'implantation du bâtiment doit être de plus de 1000 mètres carrés et de moins de 1100 mètres carrés.
6. L'alignement de construction du bâtiment sur le boulevard Décarie doit être à au plus 1,5 mètre de l'emprise de la voie publique sur au moins 80 % de la superficie de la façade. L'alignement de construction du bâtiment sur le chemin de la Côte Saint-Luc doit être d'au plus 0,3 mètre de l'emprise de la voie publique sur au moins 75 % de la superficie de la façade.
7. La catégorie d'usages "Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale" (C.2) est autorisée.
8. L'usage spécifique "pharmacie" peut s'implanter à tous les niveaux supérieurs au rez-de-chaussée.
9. La superficie d'un usage spécifique ne doit pas dépasser 200 mètres carrés.
10. Malgré l'article 9, le maximum de superficie de plancher autorisé pour un usage "pharmacie" est de 1800 mètres carrés.
11. Le stationnement en cour avant est autorisé.
12. Une bande de dégagement entre le trottoir du côté de la voie publique et le stationnement, excluant les voies de circulation, doit entourer le stationnement. Cette bande de dégagement doit avoir un minimum de 1,2 mètre.
13. La première demande de permis de construction relative au présent projet, autorisé en vertu de la présente résolution, doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager prévoyant les éléments suivants :
 - 1° les variétés et dimensions des arbres et autres plantations devant être plantés dans la bande de dégagement mentionnée à l'article 12. La base de l'enseigne localisée à proximité de la rue de l'Orphelinat doit, pour les parties faisant face à une voie publique, être plantée de végétaux, arbres ou arbustes;
 - 2° les mesures de protection de la lignée d'arbres implantée sur le domaine public le long du chemin de la Côte-Saint-Luc, y compris les mesures visant à protéger leurs racines de la construction en sous-oeuvre du bâtiment.
14. Les éléments végétaux prévus à l'article 13 doivent être bien entretenus et remplacés au besoin, afin de maintenir un caractère végétal sain.
15. Aucun équipement mécanique ne doit être visible d'une voie publique.

SECTION IV

CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

16. Aux fins de la délivrance des permis de construction relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus à l'article 668 du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les critères suivants s'appliquent :

- 1° l'alignement de construction devra contribuer à l'encadrement du boulevard Décarie et du chemin de la Côte-Saint-Luc, tout en assurant une mise en valeur du bâtiment de l'ancien orphelinat adjacent;
- 2° le choix des matériaux, en plus de favoriser l'utilisation de brique, devra favoriser l'intégration du nouveau bâtiment à son environnement;
- 3° la proportion des ouvertures doit contribuer à maximiser la perception des activités à l'intérieur du bâtiment à partir de l'extérieur, ainsi que de l'extérieur vers l'intérieur du bâtiment;
- 4° le traitement et la composition de la porte localisée à l'angle du boulevard Décarie et du chemin de la Côte-Saint-Luc doivent faire en sorte que celle-ci soit perçue comme constituant l'accès principal au bâtiment;
- 5° les dimensions, la localisation et le traitement des enseignes doivent être choisis de manière à maintenir le caractère dominant du bâtiment de l'ancien orphelinat adjacent;
- 6° l'aménagement paysager du site doit notamment contribuer à atténuer les impacts de la présence du stationnement en bordure de la voie publique. Les plantations doivent également offrir une résistance aux sels de déglacage;
- 7° l'éclairage extérieur doit être conçu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers. Il doit également être conçu de manière à minimiser les impacts sur les propriétés adjacentes et les voies publiques, par des moyens tels que la diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, l'orientation de l'éclairage vers le bas et l'emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière.

ANNEXE A

Plan préparé par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et estampillé en date du 19 avril 2005.

ANNEXE B

Plans 1 de 6 à 5 de 6, préparés par Shoppers Drug Mart et et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en date du 19 avril 2005.

Plan 1 de 6 - P4R11
Plan 2 de 6 - P4R11B
Plan 3 de 6 - P1R12
Plan 4 de 6 - P1R10B
Plan 5 de 6 - P1R10C

Plan 6 de 6, préparé par Shoppers Drug Mart et et estampillé par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en date du 25 mai 2005.

Plan 6 de 6 - P0R14

Les conseillers Saulie Zajdel, Marcel Tremblay et la conseillère Francine Sénécal votent en faveur de la proposition.

Les conseillers Marvin Rotrand et Jeremy Searle votent contre la proposition.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

1053886006

40.012

-- Signé par Geneviève REEVES/MONTREAL le 2005-08-05 10:32:49, en fonction de /MONTREAL.

Michael APPLEBAUM

Maire d'arrondissement

Geneviève REEVES

Secrétaire d'arrondissement substitut

Ville de Montréal
Système de gestion des décisions des instances
Sommaire décisionnel

C.A. : 60.007
(2005-09-06)

Identification		Numéro de dossier : 1052464002
Unité administrative responsable	Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce , Direction des affaires publiques et du greffe , Direction	
Niveau décisionnel	Conseil d'arrondissement	Au plus tard le 2005-09-28
Sommet	-	
Contrat de ville	-	
Projet	-	
Objet	Déposer le certificat de tenue de registre concernant la résolution CA05 170282 autorisant la construction d'un bâtiment pour un usage commercial (pharmacie) sur un terrain vacant localisé à l'angle sud-ouest de l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et du boulevard Décarie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) - Lots 53-23 et 53-24, et parties de lots 53-22 et 53-25 à 53-29.	

Contenu

Contexte

Conformément à *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., chapitre E-2.2), un registre a été ouvert le 31 août 2005 concernant la résolution CA05 170282 qui autorise le projet particulier PP-17 autorisant la construction d'un bâtiment pour un usage commercial (pharmacie) sur un terrain vacant localisé à l'angle sud-ouest de l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et du boulevard Décarie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) - Lots 53-23 et 53-24, et parties de lots 53-22 et 53-25 à 53-29. Ce registre a été ouvert à la suite de demandes provenant de 5 zones du secteur concerné par ce projet.

Le nombre de personnes habiles à voter était de mille trente-neuf (1039) et le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu était de cent quinze (115). Cent quatre-vingt-douze (192) demandes ont été reçues, comme en fait foi le certificat du secrétaire d'arrondissement. Par conséquent, la résolution CA05 170282 qui autorise le projet particulier PP-17 doit faire l'objet d'un scrutin référendaire, à moins que le conseil ne décide de la retirer (cf. sommaire décisionnel 1051637012).

Décision(s) antérieure(s)

- Adoption du projet de résolution CA05 170167 à la séance régulière du 2 mai 2005 (sommaire 1053886006);
- Adoption du second projet de résolution CA05 170220 à la séance régulière du 6 juin 2005 (sommaire 1053886006);
- Adoption de la résolution CA05 170282 à la séance régulière du 1er août 2005 (sommaire 1053886006).

Description

Justification

Aspect(s) financier(s)

Impact(s) majeur(s)

Opération(s) de communication

Calendrier et étape(s) subséquente(s)

Échéancier initial de réalisation du projet

Début: Fin:

Conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

Article 557 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., c. E-2.2).

Validation

Intervenant	Sens de l'intervention
Autre intervenant	Sens de l'intervention

Responsable du dossier
Geneviève REEVES
Chef de division, secrétariat et consultations
publiques
Tél. : XXXXXXXXXX
Télécop. : XXXXXXXXXX

Endossé par:
Josée BÉDARD
Chef de division - Accueil et information
Tél. : XXXXXXXXXX
Télécop. : XXXXXXXXXX
Date d'endossement : 2005-09-01

Numéro de dossier : 1052464002

Ville de Montréal
Système de gestion des décisions des instances
Sommaire décisionnel

C.A. : 40.022
(2005-09-06)

Identification		Numéro de dossier : 1051637012
Unité administrative responsable	Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce , Direction des affaires publiques et du greffe , Direction	
Niveau décisionnel	Conseil d'arrondissement	Au plus tard le 2005-09-28
Sommet	-	
Contrat de ville	-	
Projet	-	
Objet	Retirer, conformément aux dispositions de l'article 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la résolution CA05 170282 qui autorise le projet particulier PP-17 visant la construction d'un bâtiment pour un usage commercial (pharmacie) sur un terrain vacant localisé à l'angle sud-ouest de l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et du boulevard Décarie - Lots 53-23 et 53-24, et parties de lots 53-22 et 53-25 à 53-29.	

Contenu

Contexte

Le résultat du registre tenu le 31 août 2005 concernant la résolution CA05 170282 autorisant la construction d'un bâtiment pour un usage commercial (pharmacie) sur un terrain vacant localisé à l'angle sud-ouest de l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et du boulevard Décarie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) - Lots 53-23 et 53-24, et parties de lots 53-22 et 53-25 à 53-29, qui a été déposé à la séance du 6 septembre (cf. sommaire décisionnel 1051637012), requiert qu'un scrutin référendaire soit tenu. Le conseil n'entend pas tenir un scrutin référendaire et entend respecter la volonté exprimée par les citoyens de ne pas permettre le projet particulier en question. (référence dossier :1053886006)

Décision(s) antérieure(s)

2 mai 2005 : adoption du projet de résolution CA05 170167;
1er juin 2005 : consultation publique;
6 juin 2005 : adoption du second projet de résolution CA05 170220;
1er août 2005 : adoption de la résolution CA05 170282;
31 août 2005 : tenue du registre;
6 septembre 2005 : dépôt du certificat des résultats.

Description

Le nombre de personnes habiles à voter concernant le projet particulier PP-17 était de 1039; le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin soit tenu était de 115 et le nombre de demandes enregistrées est de 192.

Dans les circonstances, le conseil entend se prévaloir de l'article 559 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* qui lui permet, tant que l'avis du scrutin référendaire n'a pas été publié, de retirer la résolution de manière à respecter la volonté des citoyens.

Justification

Aspect(s) financier(s)

Impact(s) majeur(s)

Opération(s) de communication

Calendrier et étape(s) subséquente(s)

Dans les 15 jours de l'adoption de la présente résolution, un avis public annonçant le retrait de la résolution adoptant le projet particulier PP-17 sera diffusé dans les journaux locaux, et le directeur général des élections sera avisé, par écrit, de la date de publication de cet avis.

Échéancier initial de réalisation du projet

Début: Fin:

Conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

Articles 559 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalité* . (L.R.Q., c.E-2.2).

Validation

Intervenant	Sens de l'intervention
Autre intervenant	Sens de l'intervention

Responsable du dossier

Marie-Hélène BOUCHARD
Secrétaire Recherche

Tél. : [REDACTED]

Télécop. : [REDACTED]

Endossé par:

Geneviève REEVES

Secrétaire d'arrondissement par intérim

Tél. : [REDACTED]

Télécop. : [REDACTED]

Date d'endossement : 2005-09-01

Numéro de dossier : 1051637012